

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Impasse et solutions alternatives : entrevue avec René Dumont par

René Dumont interviewed by Réginald Martel

Entrevista con René Dumont

Réginald Martel

Numéro 17 (57), printemps 1987

Survivances et modèles de développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034368ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034368ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Martel, R. (1987). Impasse et solutions alternatives : entrevue avec René Dumont par. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (17), 57–61.
<https://doi.org/10.7202/1034368ar>

Résumé de l'article

Au cours de l'entrevue, René Dumont commente des thèmes présents dans son livre le plus récent, *Pour l'Afrique j'accuse* (paru en 1986 chez Plon, à Paris), ainsi que dans son oeuvre en général. Ayant constaté l'échec des projets agricoles et industriels en Afrique, René Dumont porte plusieurs accusations : 1) contre le système économique dominant, qui fait que seuls les produits agricoles des pays du Tiers monde sont véritablement soumis à la loi du marché; 2) contre le système économique dominant, qui a exporté le modèle de développement des pays occidentaux en Afrique et financé sa mise en place; 3) contre les responsables politiques locaux, qui permettent l'exploitation des campagnes par les villes et ont longtemps nié la nécessité du contrôle des naissances. Pour remédier aux graves problèmes que connaît l'Afrique et éviter de nouvelles catastrophes, René Dumont propose des solutions qui supposent la participation active et la connaissance pratique des intervenants, paysans comme coopérants. Il privilégie la décentralisation des décisions et des équipements : que chaque village ait sa digue, son puits et son programme de reboisement; que l'on prenne des mesures appropriées pour empêcher le bétail de circuler librement. La solution à long terme pour l'Afrique réside dans la reprise en main de l'agriculture par les paysans; la première révolution agricole, encore à faire, sera basée sur le fourrage, l'élevage intensif et la traction animale.

Impasse et solutions alternatives : entrevue avec René Dumont par Réginald Martel

Réginald Martel : René Dumont, le grand agronome français, poursuit inlassablement depuis des décennies sa lutte contre la tragédie de ce siècle. Je dis inlassablement, parce que René Dumont est partout à la fois, partout où la misère et donc l'exploitation imposent à des milliers d'humains la maladie et la mort. René Dumont a 82 ans et beaucoup de projets, rassurez-vous. Il vient de faire paraître, dans la collection « Terres humaines » des Éditions Plon, à Paris, un pamphlet qui n'épargne personne, un trésor d'informations recueillies sur le terrain, bref un monument, un monument qui mériterait ce beau titre, « Mon testament africain », si René Dumont ne demeurait pas si jeune, aussi bien dans l'enthousiasme que dans la colère. Le titre : « Pour l'Afrique j'accuse ».

René Dumont : Bien, j'accuse tout le monde. J'accuse tous les responsables. J'accuse d'abord le système économique dominant, qui fait que les produits agricoles des pays tropicaux sont soumis à la loi du marché, à la loi de l'offre et de la demande. Parce que les produits agricoles des pays riches, du Canada comme des États-Unis, de l'Europe comme du Japon, sont protégés par toutes sortes de mesures ; la loi du marché ne s'applique qu'aux pays pauvres. La loi du marché est la forme du pillage du Tiers monde parce que nous arrivons, par une surabondance (elle est fréquente la surabondance), à obtenir ces produits à très bon marché.

J'accuse ensuite le système économique dominant pour le modèle de développement qu'il a conseillé, qu'il a appliqué, qui a financé l'Afri-

que, un modèle de développement copié sur le nôtre. C'est le système de Rostow n'est-ce pas. Les quatre étapes de la croissance économique : « faites comme nous avons fait, vous suivrez le même chemin et vous arriverez à la même surabondance ». Or, les conditions de départ de l'Afrique en 1960 n'ont rien de comparable à celles de l'Angleterre en 1680 quand elle commence la révolution industrielle. Erreur.

J'accuse ensuite les responsables politiques locaux. Si l'aide a été inefficace, si l'aide a fait des projets agricoles et industriels qui ont fait faillite, il y a tout de même une responsabilité des dirigeants locaux. Tout à l'heure j'ai parlé des bas prix des produits agricoles exportés. Il faut dire aussi les bas prix des produits agricoles achetés

par les villes de ces pays. Les villes exploitent les campagnes. C'est Michael Lipton qui a expliqué dans son livre, *Urban Bias*, que les privilèges urbains sont un fait fondamental dans l'ensemble du Tiers monde. Les villes exploitent les campagnes. La civilisation des trois « V » : les voitures, les villas, les voyages, se fait sur le dos des paysans. Ils sont chargés de supporter, comme nos paysans français de 1789, et leurs oligarchies locales et, finalement, le système économique dominant. Alors, dans ces conditions-là, évidemment, le paysan ne peut pas s'en tirer ; le paysan était dépourvu de toute forme d'éducation, par un système scolaire inspiré de l'École française coloniale puis de l'école post-coloniale qui n'en diffère pas beaucoup. Ce système a touché les villes dans le Sahel, il a touché très peu les campagnes, 9 % des garçons, 2 % des filles, et la plupart de ceux qui ont subi cette école primaire « modèle français » n'ont pas pu avoir accès au secondaire. Le seul intérêt de l'école primaire c'est de faire rentrer à l'école secondaire. Ce qu'on apprend n'a rien d'utile pour le village. Donc, paysans dépourvus d'éducation, paysans dépourvus de ressources, puisque les prix leur ont été imposés. Alors, comment ces paysans peuvent-ils lutter contre le désert, ce n'est pas possible. Or, le désert avance parce que l'explosion démographique et la culture d'exportation ont empê-

ché de suivre la culture traditionnelle, qui comprenait des arbres dispersés dans les champs (ces arbres, on les a coupés pour faire du feu ou pour faire du bois d'œuvre) et comportait des jachères, des périodes où on ne cultivait pas le sol, où la végétation naturelle regarnissait les sols en matière organique. Alors, tout ceci ayant manqué, le changement des paysans depuis l'indépendance est plutôt un changement négatif. Certains me disaient « pas de changement », je dirais plutôt une descente. J'ai vu des paysans qui demandaient : « Mais quand est-ce que finira l'indépendance ? » « Quand est-ce que vous les Français vous reviendrez ? » J'en étais pas très fier.

Échec de l'aide et de la modernisation... Si l'on prend, par exemple, les formules d'aide, le paysan n'a pas pu faire la révolution agricole que nous avons faite en Europe, qui consiste à développer les fourrages et les fumiers, parce qu'il n'y a pas d'énergie animale, il n'a pas de moyens de transport. On ne peut pas demander de mettre 30 tonnes de fumier à l'hectare quand les femmes transportent le fumier sur la tête par charges de 30 kilos, parce que cela fait un millier de voyages. Échec de la modernisation ; on a essayé le tracteur et l'engrais : Casamance au Sénégal, Tanganyika, maintenant la Tanzanie : tout ceci est un échec sanglant. Maintenant, on fait une autre forme de modernisation, on fait les fameux grands barrages. Les grands barrages établis actuellement sur le fleuve Sénégal... Le premier, Diama, se termine en fin de cette année, près de l'embouchure, près de Saint-Louis, pour empêcher le sel de remonter dans le fleuve en saison sèche, et le second dans le haut fleuve, pour accumuler de l'eau pour l'irrigation. On pensait d'abord à faire navigation plus électricité plus irrigation agricole. Maintenant, on sait que navigation et électricité n'ont

plus d'intérêt parce qu'on ne peut pas exploiter des minerais qui n'ont pas de valeur. Restent l'agriculture et l'irrigation. Or, pour cette agriculture, il y a 350 000 hectares à irriguer ; déjà 30 000 le sont, il reste 320 000 hectares à irriguer. Actuellement, on a dépensé tous les sous disponibles pour les deux énormes barrages ; il n'y a plus d'argent pour faire l'aménagement, pour l'aménagement de détail pour conduire l'eau jusqu'au champ. Ceci a coûté 3 millions de francs CFA, 60 000 francs français, 12 000 \$ du Canada par hectare. Au bout de cinq ans, ces équipements confiés à des paysans qui n'en sont pas propriétaires, qui les entretiennent mal, sont à peu près fichus, il faut recommencer.

Donc, avec cet argent gaspillé dans les grands barrages, on aurait pu doter chacun des villages qui s'échelonnent depuis Dakar jusqu'à Ndjamena et la frontière du Soudan de 25 000 \$ canadiens, et on aurait pu avec cet argent fournir à chaque village, d'abord, « Food for Work », c'est-à-dire des aliments en échange de travail. Ces villages ne font plus que des récoltes qui ne leur permettent même pas de faire la nourriture du village lui-même. Il en manque 1 mois, 2 mois, 3 mois. Si on leur fournissait ces aliments en échange du travail qu'ils feraient eux-mêmes, suivant le plan établi par eux, pour équiper leur village, au lieu de faire des grands barrages et des retenues d'eaux gigantesques ! Que chaque village ait sa propre retenue d'eau, sa petite digue. Que chaque village ait son puits ou son forage ; que chaque village entreprenne son reboisement. Que chaque village entreprenne de mettre en valeur les bas-fonds en saison sèche pour y produire de la patate douce ou des légumes. Que chaque village aménage un pont sur le petit oued qui ne coule que quelques mois par an, de façon à ce que les charrettes puissent passer.

Donc, il y a une possibilité de donner aux paysans les moyens de protéger leur milieu naturel, de reboiser. Ah, pour reboiser, il faudrait d'abord arrêter la divagation du bétail. Nous avons là le heurt de deux civilisations : celle de l'agriculture et celle de l'élevage nomade.

R.M. : La divagation vous dites ?

R.D. : La divagation, c'est-à-dire le bétail qui se promène sans gardien. Il ne se promène pas sans gardien pendant quatre mois de l'année, les mois d'été, de la saison des pluies et de grande culture, mais ensuite il est abandonné à lui-même, de sorte que si on veut faire une culture durant la saison sèche ou un reboisement, la dépense la plus importante est la clôture qui empêche le bétail d'y pénétrer. S'il y avait obligation, comme quand il y a une évolution agricole, interdiction de divagation du bétail... Le bétail est gardienné, il peut circuler, mais il peut circuler avec des gardiens qui l'empêchent de faire des dégâts. À ce moment-là, quand on fait un reboisement, cela ne coûte pas bien cher de faire des trous et de repiquer les arbres. Mais la clôture qui protège ces arbres coûte beaucoup plus cher que le reboisement. Quand on fait un petit jardin, le petit jardin ne coûte pas très cher ; la clôture pour protéger le jardin de l'atteinte du bétail coûte beaucoup plus cher. Figurez-vous qu'en fin de saison sèche, un bétail affamé, quand il voit de la verdure, il voit rouge...

Alors, voilà les grandes lignes de ce qu'on pourrait faire pour des petits projets. Donner aux paysans les moyens de cultiver, les moyens de s'organiser, parce que s'ils ont de l'argent ils peuvent investir et faire alors ce que j'appelais tout à l'heure la première révolution agricole, celle du fourrage, de l'élevage intensif, de la traction animale, de la charrette. C'est cela qui est le plus important en ce moment et les femmes seront délivrées des servitudes de

la corvée d'eau et de bois. Et les femmes pourront, par exemple, participer beaucoup plus aux cultures de contre-saison, aux cultures maraîchères, au jardinage et au reboisement. Elles seraient intéressées par le reboisement, parce que grâce à ça le bois serait moins loin de chez elles. Les femmes, Ch. Paquet l'explique dans ce livre, les femmes sont tuées par la servitude des transports, les femmes sont tuées par la servitude, tuées physiquement, à bout de forces, par la servitude de l'eau quand le puits est à 30 ou à 50 mètres de profondeur, quand il n'y a même pas une poulie pour alléger la charge des femmes. C'est un drame effroyable.

Ce qui domine tout, c'est l'explosion démographique. Alors ça, les responsables africains ne veulent pas volontiers en convenir. À la conférence mondiale sur la population de Bucarest, en septembre 1974, beaucoup de pays du Tiers monde étaient contre le contrôle des naissances. En 1984, à Mexico, la plupart des pays du Tiers monde ont accepté, ont compris la nécessité du contrôle des naissances, sauf quelques États d'Afrique, sauf quelques États du Sahel. Or, c'est un drame qu'ils ne comprennent pas, parce que, comme la population augmente, on a supprimé les arbres, on a supprimé les jachères, on est en train de détruire les forêts, de détruire les sols. J'ai vu au sud du Niger des sols qui donnaient 600 kilos de mil ou de sorgho à l'hectare qui sont tombés à 200 kilos puis à 100 kilos puis à rien du tout parce qu'on ne les cultive plus. Détruire les sols, détruire les forêts, détruire les climats. Alors là, il y a un problème formidable, c'est sur la côte occidentale d'Afrique, en dehors de ce Sahel que nous avons étudié puisque notre livre s'étend depuis Dakar jusqu'à Ndjamena jusqu'à la frontière du lac Tchad. Sur la côte, il y avait une belle forêt qui est en voie de disparition. La Côte-d'Ivoire, qui avait 15 000 000 d'hectares de

forêts en 1950, en a aujourd'hui deux millions. Et ce qui reste de forêts, le tiers de ce qu'il y avait il y a 30 ans, disparaît à raison de 5 % par an, c'est-à-dire que dans 20 ans il n'y en aura plus. Disparition des forêts correspond à altération des climats. Nous sommes en train de détruire notre planète, parce que nous sommes trop nombreux sur cette planète. C'est un drame qui n'est pas suffisamment compris.

R.M. : Monsieur Dumont, vous écriviez en 1962 *L'Afrique noire est mal partie*. C'est un ouvrage qui a été parfois mal reçu et pour cause. En 1986 voici *Pour l'Afrique j'accuse* et quand on lit les deux livres à la suite, on s'aperçoit que globalement on fait face à un recul et que ce qui est en vue, et plus que jamais, c'est la catastrophe.

R.D. : Mais la catastrophe, nous l'avons vue, hélas, en Éthiopie. L'Éthiopie avait 40 % de la surface couverte de forêts en 1900, 18 % de la surface couverte de forêts en 1960. Aujourd'hui il reste 4 % de la surface de l'Éthiopie couverte de forêts, et quand la forêt est disparue, l'érosion sur les hauts plateaux d'Éthiopie, où les pentes sont assez fortes, l'érosion est en train d'entraîner tout le sol superficiel. En 1978-1979, l'USAID de l'Éthiopie a fait un rapport en disant que dans l'année 1978 les fortes pluies avaient entraîné un milliard de tonnes de sol superficiel dans les fleuves, ce limon qui autrefois allait ensuite jusqu'en Égypte et qui a fait les sols d'Égypte, maintenant il ne le fait plus parce qu'il y a le lac Nasser entre les deux qui bloque ces limons inutilement au fond du lac. Mais, l'érosion ayant entraîné toutes les parties valables de sol, je savais que la prochaine sécheresse c'était la famine. On le savait, on aurait pu prendre des mesures.

Il y a dix ans, la Ligue arabe a fait un état de la situation agricole et alimentaire de l'ensemble des pays arabes, et comme il y avait des États pétroliers arabes qui avaient

60

beaucoup de sous, on a dit non, c'est pas possible de continuer la dépendance alimentaire des pays arabes vis-à-vis de l'extérieur. D'abord, on donne au grand Satan, aux États-Unis, l'arme alimentaire, qui devient plus puissante. Alors, on va faire un programme pour rendre les pays arabes indépendants et il y a un pays magnifique, c'est le Soudan, qui va devenir en dix ans, ceci a été écrit il y a dix ans, le grenier des pays arabes. On va y faire d'immenses travaux d'irrigation le long du fleuve, le Nil, et justement, où il traverse les marais et où l'eau s'évapore, on a fait un canal. Eh bien, actuellement, la guérilla est là ; actuellement tous les travaux sont arrêtés. Non seulement le Soudan n'est pas le grenier des pays arabes mais, vous l'avez vu ces jours-ci dans les journaux, tout le sud du Soudan est en pleine famine. Et si on continue, ce n'est pas seulement le sud du Soudan, c'est demain le Sahel.

Entre les deux, entre *L'Afrique noire est mal partie* et *Pour l'Afrique j'accuse*, j'avais écrit en 1980 *L'Afrique étranglée*, qui était le résultat, hélas triste, toujours, de la politique suivie en Zambie et en Tanzanie. On avait fait de grands espoirs, la déclaration d'Arusha du président Nyerere en 1967 avait annoncé une politique, disons, de socialisme humaniste africain. Et bien tout ceci a échoué lamentablement.

R.M. : Monsieur Dumont, vous

êtes celui qui crie dans le désert, au sens propre, je l'ai dit sans sourire, parce qu'il n'y a pas de quoi sourire justement. Vous avez évoqué depuis le début de notre entretien des solutions pratiques, des solutions immédiates, des solutions peu coûteuses, mais où sont, quelles sont les solutions à long terme ?

R.D. : C'est évidemment une reprise en main de l'agriculture, une reprise en main par l'intensification agricole et un développement en technologie adapté, qui aille étape par étape. Pour cela, il faut d'abord supprimer les dettes de l'Afrique. Actuellement, de par la dégradation des termes de l'échange, par le fait qu'on leur sous-paie leurs denrées et qu'on leur surfacture ce qu'on leur vend (et ce qu'on leur vend le plus cher c'est les services des bureaux d'étude), nous n'avons pas cessé de voler les Africains depuis l'indépendance.

R.M. : Et ce que vous dites, monsieur Dumont, ça n'intéresse pas le FMI, ça n'intéresse pas la Banque mondiale, ça n'intéresse pas celui qui manipule les prix des matières premières ?

R.D. : Oui, mais attention, ils seront obligés d'en tenir compte. Ils seront obligés d'en tenir compte parce que voici que chaque mesure du FMI aboutit aux émeutes de la faim, aboutit à des révoltes. Ils savent très bien qu'ils n'ont pas intérêt à déclencher un mouvement de révolte généralisé. Regardez le FMI qui conseille à tous les pays du Tiers monde d'augmenter leurs exportations et à tous les pays du Tiers monde de diminuer leurs importations. Enfin, je ne suis pas un grand économiste, mais ça me paraît d'une absurdité sans nom. Le FMI dit : « il faut ouvrir les barrières ». Ouvrir des barrières, ça veut dire qu'on ne peut pas développer une industrie naissante dans un pays qui n'en a pas. Aucun pays n'a développé son industrie sans protectionnisme, l'histoire de l'économie est là et on voudrait qu'ils fassent

une chose sans précédent dans l'histoire.

La Banque mondiale ! Bien quand j'ai été voir la Banque mondiale, au Bangladesh, qui prête de l'argent à des coopératives agricoles qui sont entre les mains des usuriers qui empruntent l'argent à un taux bancaire et qui reprêtent cet argent à un taux usuraire... On a des réserves ! La Banque mondiale avait chargé mon ami Claude Reboul, l'un de mes élèves, d'une étude sur la paysannerie du Sénégal, en 1975. Il leur a montré les dangers de la situation et ce que l'on pourrait faire, un peu dans les lignes de ce que je viens de vous dire. Il avait, comme il appartient à la recherche agronomique de France, il avait ronéoté son exemplaire, son rapport à la Banque mondiale, à 50 exemplaires, et il l'avait distribué. Il a reçu l'ordre de la Banque mondiale de détruire ces exemplaires. Je la mets en annexe de ce livre cette histoire. Or, peu de temps après, les grands patrons de la Banque mondiale disent : « Nous nous sommes trompés en Afrique ». Bon, alors ils ont d'abord l'inquisition : ordonner de détruire tout ce qui n'était pas dans la ligne de la Banque mondiale. Ensuite on reconnaît que la Banque mondiale n'est pas capable de résoudre le problème. Elle n'est pas seule à ne pas être capable de résoudre un problème, avouons-le, d'une très grande complexité, d'une très grande difficulté. Il faut l'aborder avec beaucoup d'humilité, l'aborder à côté des paysans, à côté des travailleurs, à côté de ceux qui, dans le pays, les ONG, cherchent à aider les Africains en ayant des salaires qui ne sont pas les 100 000 \$ US par an que touchent certains experts du FMI ou de la Banque mondiale. Dans les ONG, moi quand j'y vais, nous pouvons vivre avec beaucoup moins de 100 000 \$ par an, enfin ! Il y a là une forme d'exploitation du Tiers monde que cette aide de grands experts. Vous avez vu, à propos du Burkina-

Faso, la scène que nous avons décrite de certains experts à Tenkodogo, qui ont passé tout l'après-midi à écouter des petits discours paysans. On était à côté d'eux ; moi j'ai dit je pars, parce que si je reste là je vais prendre un bâton et je vais taper dessus, alors ça ferait des incidents, mais oui ça ferait des incidents diplomatiques, enfin quand même ! Eh bien enfin ce n'est pas une solution de taper dessus. Et j'ai tapé dessus moralement.

R.M. : Là-dessus, monsieur Dumont, je vous remercie de votre généreuse participation. Je rappelle le titre de votre livre : *Pour l'Afrique j'accuse*, chez Plon, à Paris.

Entrevue diffusée durant l'émission *Le Magazine économique*, sur les ondes de Radio-Canada, le 30 août 1986.

Nous remercions la Société Radio-Canada de nous avoir accordé la permission de reproduire ce texte.

CONJONCTURES ET POLITIQUE

Revue québécoise d'analyse et de débat

- Pour une approche élargie du politique
- Pour susciter l'échange et le débat entre les courants critiques au Québec
- Pour soutenir les questionnements novateurs dans la vie politique et intellectuelle

61

Un regard politique sur les transformations du champ social

Conjoncture et débat

L'information au Québec
Les mouvements alternatifs
Les jeunes
Les stratégies syndicales
Le Parti québécois

Des dossiers

La culture
Famille et société
Minorités du Québec
Le politique interrogé

Les chroniques

Des événements
Des films
Des livres
Des médias
Du pastiche

Nom _____		2#	4#
Adresse _____	étudiant	14	27
_____	régulier	18	34
Tél. : _____	soutien	25	50
À partir du n° : _____	institution	30	55

Cheque ou mandat à Conjoncture Politique au Québec, A/S Éd.
Saint-Martin, 4073 rue St-Hubert, suite 201, Montréal H2L 4A7
